1. PORTÉE ET ORDRE DE PRIORITÉ

- 1.1.** Les présentes conditions générales d'achat (les « **CGA** ») s'appliquent à tous les bons de commande (chacun un « **Bon de commande** ») émis par la société affiliée du Groupe Louis Dreyfus Company (« **Acheteur** ») indiquée sur ce Bon de commande à un tiers (« **Fournisseur** ») au titre de la fourniture par le Fournisseur à l'Acheteur des produits, objets, biens, documents ou équipements corporels et incorporels (« **Biens** ») et/ou services (« **Services** ») spécifiés dans le Bon de commande.
- 1.2.** Les présentes CGA sont les seules modalités et conditions en vertu desquelles l'Acheteur achètera des biens et services auprès du Fournisseur et :
- (a) annulent et remplacent tous les accords antérieurs, écrits ou oraux, conclus entre le Fournisseur et l'Acheteur concernant les Biens et/ou les Services fournis, à moins qu'un contrat écrit distinct ne soit conclu ou que des dérogations spécifiques aux présentes CGA ne soient expressément énoncées dans le Bon de commande, auquel cas les conditions spécifiques énoncées dans le contrat ou dans le Bon de commande s'appliqueront et prévaudront sur les présentes CGA ; et
 - (b) le Fournisseur accepte sans réserve la portée des présentes CGA à l'exclusion de toutes autres conditions générales, y compris, sans s'y limiter, ses propres conditions générales de vente, toutes conditions qu'il prétend appliquer en vertu de tout devis, accusé de réception, acceptation ou confirmation de commande, bon de livraison, facture ou document similaire (que ce document soit ou non mentionné dans le Contrat) et toutes conditions qui peuvent autrement être implicites par le commerce, la coutume, la pratique ou la conduite des affaires.

2. FORMATION DU CONTRAT

- 2.1.** Tout devis émis par le Fournisseur constitue une offre de la part du Fournisseur de fournir les Biens et/ou Services concernés à l'Acheteur conformément aux présentes CGA et restera ouvert à l'acceptation de l'Acheteur pendant une période de 30 jours à compter de sa date d'émission (inclusive). Un accord pour la fourniture de ces Biens et/ou Services par le Fournisseur à l'Acheteur sur les présentes CGA sera réputé avoir été conclu lorsque l'Acheteur accepte le devis en émettant un Bon de commande concernant ces Biens et/ou Services au Fournisseur. L'Acheteur n'est pas tenu d'accepter un tel devis.
- 2.2.** Dans le cas contraire, si le Fournisseur n'émet pas de devis, l'émission d'un Bon de commande au Fournisseur constitue une offre de l'Acheteur d'acheter les Biens et/ou Services concernés auprès du Fournisseur dans le cadre des présentes CGA. Un accord conclu entre le Fournisseur et l'Acheteur pour la fourniture de ces Biens et/ou Services par le Fournisseur à l'Acheteur sur les présentes CGA sera réputé avoir été conclu à réception par l'Acheteur de l'acceptation écrite du Bon de commande par le Fournisseur.
- 2.3.** La livraison de tout Bien ou le début de l'exécution de tout Service par le Fournisseur sera considéré comme une preuve concluante de l'acceptation par le Fournisseur des présentes CGA.
- 2.4.** Aux fins des présentes CGA, le terme « **Contrat** » désigne un contrat conclu conformément au paragraphe 2.1 ou au paragraphe 2.2.

3. DÉCLARATIONS ET GARANTIES.

3.1. Le Fournisseur déclare et garantit que :

- (a) au moment de la conclusion du Contrat et à tout moment tant qu'il est en vigueur :
 - (i) il est une entité juridique dûment constituée et existant valablement en vertu des lois de son pays de constitution et il est en règle (lorsque ce concept s'applique), et qu'il dispose de tous les pouvoirs et de l'autorité pour détenir ses actifs et exercer ses activités telles qu'il les exerce actuellement ;
 - (ii) il a tout pouvoir et autorité pour exécuter, respecter et réaliser ses obligations en vertu du Contrat et il est (et, dans la mesure nécessaire, tous ses représentants sont) autorisé et habilité par toutes les autorités gouvernementales compétentes à conclure et exécuter ses obligations en vertu des présentes ;
 - (iii) ni lui ni aucun de ses représentants, agents ou sous-traitants n'ont enfreint ou ne sont en infraction, directement ou indirectement, d'une Loi sur les sanctions (telle que définie au paragraphe 20.2), d'une ordonnance ou d'une réglementation gouvernementale dans le cadre de l'exécution du Contrat ;
 - (iv) l'exécution, le respect et/ou la réalisation de ses obligations au titre du Contrat n'enfreint et n'enfreindra aucun contrat ni ne constituera un manquement au titre d'un contrat auquel le Fournisseur est partie ; et

- (v) les Biens (et toutes les pièces et documents y afférents) et les Services, et leur utilisation par l'Acheteur, n'enfreignent pas, ne constituent pas une infraction ou un détournement des droits de propriété intellectuelle d'un tiers ;
- (b) les Biens (ainsi que leur fabrication, leur emballage, leur stockage, leur manutention, leur transport et leur livraison) :
 - (i) seront conformes à l'ensemble des lois, règles, réglementations, codes et ordonnances applicables (« **Lois applicables** ») du ou des pays de fabrication et de livraison ;
 - (ii) seront conformes à l'ensemble des spécifications, dessins, échantillons et/ou autres descriptions contenus dans le Bon de commande ou fournis ou demandés séparément par l'Acheteur ;
 - (iii) seront de qualité satisfaisante, de qualité et d'exécution adéquates, et exempts de tout défaut de fabrication, de matériau et de conception ;
 - (iv) seront adaptés à l'usage pour lequel les Biens sont achetés et conviendront à cet usage, et fonctionneront comme prévu ;
 - (v) en l'absence de spécifications contraires, seront neufs et de la plus haute qualité ;
 - (vi) seront libres et quittes de tous privilèges, sûretés ou autres charges ; et
 - (vii) seront formulés, conçus, fabriqués, finis et emballés de manière à être sûrs et à ne présenter aucun risque pour la santé ;
- (c) les Services seront réalisés :
 - (i) d'une manière professionnelle conforme aux normes industrielles les plus strictes et en conformité avec toutes les Lois applicables, toutes les exigences de l'Acheteur en matière de santé, de sécurité et d'environnement et tous les autres codes, politiques ou exigences de l'Acheteur qui peuvent être communiqués au Fournisseur à tout moment ; et
 - (ii) conformément aux manuels techniques et à la documentation utilisateur relatifs au fonctionnement et à l'utilisation des Services (qui sont fournis par le Fournisseur) ;
- (d) le personnel (y compris, sans s'y limiter, les employés, agents et représentants du Fournisseur et ceux fournis par tout sous-traitant) exécutant les Services (le « **Personnel du Fournisseur** ») (i) sera dûment qualifié, formé et expérimenté, (ii) aura le droit de travailler dans le pays où il exécute les Services et ne fait pas l'objet d'une interdiction d'exécuter ces Services et (iii) sera, et restera, à tout moment pendant l'exécution des Services, un employé, agent ou sous-traitant du Fournisseur ;
- (e) toute documentation, y compris, sans s'y limiter, les spécifications, dessins et autres documents techniques (les « **Documents** ») préparés par le Fournisseur :
 - (i) seront exempts de tout écart, erreur ou omission important, que ces spécifications, dessins et autres documents aient été approuvés par l'Acheteur ou non, et le Fournisseur sera responsable de tout écart, erreur ou omission dans les Documents ; et
 - (ii) utilisera le système métrique de mesure pour tous les dessins, spécifications, dessins et plans ;
- (f) Le Fournisseur fournira à l'Acheteur un délai d'au moins dix (10) jours ouvrables pour examiner ou approuver, selon le cas, chacun des Documents. Le Fournisseur informera immédiatement l'Acheteur par écrit de tout écart dans ces Documents par rapport aux exigences de l'Acheteur. L'approbation par l'Acheteur de tout Document, avec ou sans modification(s), ne dégagera pas le Fournisseur de toute responsabilité qui lui est imputable et n'entraînera pas l'acceptation par l'Acheteur d'une quelconque responsabilité en conséquence.
- (g) Le Fournisseur :
 - (i) à ses propres frais, mettra en place, maintiendra et supervisera toutes les mesures de précaution et programmes environnementaux et de sécurité dans le cadre des Services et se conformera et fera en sorte que le Personnel du Fournisseur se conforme (a) à toutes les lois applicables en matière de santé, de sécurité et d'environnement et (b) aux exigences applicables de l'Acheteur en matière de sécurité, de santé et d'environnement et autres politiques et procédures, y compris, sans s'y limiter, les « Exigences de sécurité du Prestataire », le « Code de conduite des Fournisseurs » (disponible à l'adresse https://www ldc.com/wp-content/uploads/Dec2024-LDC-Supplier-Code-of-Conduct-2023_French_FINAL.pdf) et le « Code de conduite du Groupe » (disponible à l'adresse https://www ldc.com/wp-content/uploads/LDC CoC_English_2020.pdf) (toutes étant désignées les « **Politiques de l'Acheteur** »), dont des copies sont disponibles sur demande ;
 - (ii) à ses propres frais, fournira toute la main-d'œuvre, le matériel, les machines, l'équipement, les outils, le transport et autres installations et services nécessaires à la bonne exécution et au respect de ses obligations en vertu du Contrat ;

- (iii) sera seul responsable de toutes les méthodes et procédures de fourniture et de coordination de toutes les parties des Services ;
 - (iv) sera seul responsable de la manipulation, du transport et de l'élimination de tous les matériaux, substances et produits chimiques que le Fournisseur ou tout sous-traitant apporte dans les locaux de l'Acheteur et de tous les déchets générés par leur utilisation ou en résultant ;
 - (v) s'abstiendra d'éliminer ou de permettre la libération de tout matériau, substance ou produit chimique (ou de tout déchet généré par leur utilisation ou en résultant) dans les locaux de l'Acheteur ;
 - (vi) le cas échéant, inspectera tout équipement, outil, échafaudage et/ou autre matériel fourni ou mis à disposition par l'Acheteur (« **Matériel de l'Acheteur** ») et restituera tous les Matériels de l'Acheteur à l'Acheteur dans un état similaire à celui dans lequel ils ont été empruntés ;
 - (viii) avertira le Personnel du Fournisseur et ses invités et visiteurs de tous risques, menaces ou dangers, latents ou apparents (« **Dangers** »), présents ou potentiellement présents dans la zone et les locaux au sein desquels le Fournisseur exécute les Services (la « **Zone de travail** ») ;
 - (ix) au moins une fois par jour pendant la durée des Services, inspectera la Zone de travail pour détecter tout Danger et éliminer tout Danger ou, dans la mesure où un Danger ne peut être éliminé, informera l'Acheteur et avertira le Personnel du Fournisseur et ses invités et visiteurs de la présence de ces Dangers ;
 - (x) maintiendra la Zone de travail et les autres parties des locaux de l'Acheteur libres de toute accumulation de matériaux et, à l'achèvement des Services, retirera rapidement toutes les machines, outils et équipements du Fournisseur et tous les matériaux, substances ou produits chimiques inutilisés et remettra les locaux de l'Acheteur dans leur état initial ;
 - (xi) exigera du Personnel du Fournisseur qu'il quitte les locaux de l'Acheteur immédiatement à la demande de l'Acheteur ; et
- (h) tous les Services exécutés par le Fournisseur, ainsi que tous les Biens ou autres livrables et matériels connexes fournis par le Fournisseur dans le cadre de ces Services, seront libres de tout privilège ou de toute réclamation.

3.2. Période de garantie

- (a) Le Fournisseur garantit à l'Acheteur que les Biens achetés auprès du Vendeur sont et resteront exempts de défauts de matériaux et de fabrication (la « **Garantie** ») pendant une période d'au moins (i) la période de garantie prévue par la loi du pays de constitution de l'Acheteur (la « **Loi de l'Acheteur** ») ou (ii) douze (12) mois, la période la plus longue étant retenue, dans chaque cas à compter de la date de Réception définitive (la « **Période de garantie** »). Aux fins des présentes CGA, « **Réception définitive** » désigne la date à laquelle l'Acheteur confirme par écrit au Fournisseur que les Biens et/ou Services et/ou Documents ont été acceptés, testés et mis en service avec succès (selon le cas) par l'Acheteur après que le Fournisseur a rempli et exécuté toutes ses obligations.
- (b) La Période de garantie concernant les Biens et/ou Services réparés, remplacés ou corrigés recommencera à courir pour une période de garantie supplémentaire telle que définie au paragraphe 3.2(a) à compter de la date d'achèvement de la réparation, du remplacement ou de la correction du défaut ou du dommage. Toute pièce ou composant remplacé sera neuf et deviendra la propriété de l'Acheteur.
- (c) La Garantie survivra à toute livraison, inspection, acceptation ou paiement des Biens par l'Acheteur, ou exécution des Services par le Fournisseur.
- (d) La Garantie ne couvrira pas les défauts causés par ou résultant (i) des biens fournis par l'Acheteur ou tout tiers (autre que le Fournisseur) ; (ii) du défaut de l'Acheteur d'exploiter ou d'entretenir les Biens conformément aux instructions d'utilisation, de maintenance et d'exploitation fournies à l'Acheteur par le Fournisseur ; (iii) de l'utilisation par l'Acheteur des Biens d'une manière largement incompatible ou différente de l'utilisation prévue de ces Biens sur la base des caractéristiques et/ou spécifications des Biens ; (iv) de la modification unilatérale par l'Acheteur des Biens sans l'accord écrit préalable du Fournisseur ; et (v) de l'usure normale.
- (e) Tout délai de prescription applicable court à compter de la date de découverte par l'Acheteur de la non-conformité des Biens et/ou Services. Dès réception d'une notification de tout défaut des Biens et/ou des Services de la part de l'Acheteur survenant au cours de la Période de Garantie, le Fournisseur devra, à l'entière discrétion de l'Acheteur et à ses propres frais, remplacer, réparer ou réexécuter rapidement les parties défectueuses ou non conformes des Biens et/ou des Services, et payer tous les coûts et dépenses y afférents (qu'ils soient encourus par l'Acheteur ou le Fournisseur), y compris, sans s'y limiter, les coûts de retrait ou de séparation des Biens et/ou Services défectueux afin que les réparations ou les remplacements puissent être effectués, les frais de main-d'œuvre et de transport liés

au retour des Biens défectueux ou non conformes au Fournisseur et à la livraison des Biens et/ou Services réparés ou de remplacement à l'Acheteur.

4. MODIFICATIONS

- 4.1. L'Acheteur peut à tout moment, par écrit, demander la modification d'un Bon de commande (chacun un « **Ordre de modification** »).
- 4.2. L'Acheteur reconnaît que la mise en œuvre d'un tel Ordre de modification peut entraîner un ajustement, sans s'y limiter, du Prix applicable (tel que défini au paragraphe 5.1) et/ou de la Date de livraison (telle que définie au paragraphe 7.1).
- 4.3. Au plus tard 10 jours après avoir reçu une demande d'Ordre de modification de l'Acheteur, le Fournisseur soumettra sa réponse à l'Ordre de modification par écrit à l'Acheteur, en précisant (i) la faisabilité de la ou des modifications demandées et (ii) les éléments qui nécessitent une modification ou un ajustement pour se conformer à l'Ordre de modification.
- 4.4. Sauf accord écrit contraire entre l'Acheteur et le Fournisseur, un Ordre de modification d'un Bon de commande ne prendra effet qu'à réception par l'Acheteur de l'acceptation écrite par le Fournisseur du Bon de commande modifié de l'Acheteur reflétant les modifications convenues.

5. PRIX ET TAXES

- 5.1. Les prix sont fixes et déterminés dans le Bon de commande (le « **Prix** »). Le Prix ne pourra être modifié que par voie d'Ordres de modification conformément au paragraphe 4.
- 5.2. Tous les Prix s'entendent hors taxe sur la valeur ajoutée.
- 5.3. Le Fournisseur garantit que les prix de tous les Biens et/ou Services sont aussi favorables que les prix qui sont actuellement accordés à tout autre acheteur pour des qualités et des quantités similaires de Biens et/ou de Services identiques ou similaires.
- 5.4. Le Prix inclura tous les coûts et dépenses encourus par le Fournisseur au titre de la fourniture des Biens et/ou des Services, y compris sans s'y limiter (i) le prix des Biens et/ou des Services ; (ii) tous les coûts d'étiquetage, d'emballage, de conditionnement et de transport (y compris sans s'y limiter au Lieu de livraison (tel que défini ci-dessous au paragraphe 7.1(a)), et (iii) tous les coûts (y compris sans s'y limiter les frais d'assurance), frais, droits (y compris sans s'y limiter les droits de douane), ou autres impositions gouvernementales ou obligatoires sur la vente et le transport des Biens et/ou des Services. Si l'Acheteur est tenu de payer des taxes ou impositions supplémentaires liées aux Biens et/ou Services achetés, le Fournisseur devra rapidement les rembourser à l'Acheteur.
- 5.5. Aucune augmentation du Prix ne sera contraignante, que ce soit en raison d'une augmentation des coûts de matériel, de main-d'œuvre ou de transport ou autrement, sans le consentement écrit préalable de l'Acheteur.

6. FACTURES ET PAIEMENT

- 6.1. Le Fournisseur soumettra une facture pour les montants dus lors de la Réception définitive des Biens et/ou Services. Les factures seront établies conformément à la Loi de l'Acheteur.
- 6.2. Sous réserve que le Fournisseur s'acquitte de manière satisfaisante des obligations qui lui incombent en vertu du Contrat, l'Acheteur paiera tous les montants non contestés dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la facture.
- 6.3. Tous les documents justificatifs ou attestant des éléments facturés au titre d'une facture doivent être joints à cette facture, à défaut de quoi l'Acheteur est en droit de contester la facture et de retenir le paiement jusqu'à ce que ces documents aient été fournis à sa satisfaction.
- 6.4. L'Acheteur peut retenir le paiement, en tout ou en partie, dans les cas suivants : (a) le Fournisseur ne joint pas les éléments justificatifs à la facture conformément au paragraphe 6.3 ci-dessus ; (b) des Biens et/ou Services sont défectueux ; (c) des tiers ont déposé des réclamations à l'encontre de l'Acheteur au sujet des Biens et/ou Services ; (d) les Biens et/ou Services, le Fournisseur ou les sous-traitants du Fournisseur ont causé des dommages à l'Acheteur ou à l'une de ses sociétés affiliées ; (e) si le Fournisseur ne remplit pas l'une de ses obligations en vertu du Contrat ; ou (f) si l'Acheteur conteste toute partie d'un montant facturé par le Fournisseur.
- 6.5. Sous réserve du paragraphe 6.4, si une somme payable en vertu du Contrat n'est pas payée dans les 10 jours ouvrables suivant la date à laquelle elle était exigible, la partie non défaillante sera en droit de facturer à la partie

défaillante des intérêts sur cette somme au taux d'intérêt légal applicable au moment du défaut dans le pays de constitution de la partie non défaillante, à compter de la date d'échéance jusqu'à la date de paiement (que ce soit avant ou après le jugement), ces intérêts devant courir sur une base journalière.

7. LIVRAISON ET INSTALLATION

7.1. Le Fournisseur doit :

- (a) livrer les Biens et exécuter les Services au lieu (le « **Lieu de livraison** ») et à la date de livraison et d'exécution (la « **Date de livraison** ») indiquée dans le Bon de commande concerné ;
- (b) veiller à ce que, au plus tard à la Date de livraison, l'Acheteur reçoive toutes les instructions d'exploitation et de sécurité, des avertissements clairement affichés et toute autre information nécessaire à l'utilisation, à l'entretien et à la réparation appropriés des Biens.

7.2. La livraison ponctuelle des Biens et/ou Services est essentielle. Toutes les dates indiquées dans le Bon de commande ont force exécutoire.

7.3. Le seul fait de dépasser la Date de livraison entraîne la mise en demeure du Fournisseur et donne à l'Acheteur le droit de réclamer des dommages et intérêts forfaitaires pour retard à raison de 1 % du Prix par semaine de retard (« **Dommages et intérêts forfaitaires** ») jusqu'à ce que les Produits et/ou Services soient livrés ou que l'Acheteur résilie le Contrat en application du paragraphe 7.5(a).

7.4. Tous les Dommages et intérêts forfaitaires dus par le Fournisseur seront payés dans les quinze (15) jours suivant la réception de la facture de l'Acheteur ou pourront être compensés par l'Acheteur avec tout montant autrement dû et payable au Fournisseur en vertu du Contrat.

7.5. Sans préjudice de ce qui précède ou des autres droits de recours dont il dispose, en cas de retard, l'Acheteur peut (a) résilier le Contrat sans responsabilité au moyen d'une notification écrite, (b) refuser d'accepter toute livraison ultérieure des Biens et/ou fourniture des Services que le Fournisseur tente d'effectuer, (c) réclamer au Fournisseur toute dépense raisonnablement encourue pour l'obtention ou la réception des Biens et/ou des Services auprès d'une autre partie, et (d) réclamer des dommages et intérêts au titre de tous coûts, Pertes ou dépenses supplémentaires encourus par l'Acheteur qui sont imputables au défaut du Fournisseur de livrer les Biens et/ou d'exécuter les Services à la Date de livraison, en tenant compte (dans le cas des points (c) et (d)) de tous Dommages et intérêts liquidés payés par le Fournisseur à l'Acheteur au titre du retard concerné.

7.6. Le Fournisseur informera l'Acheteur par écrit dès qu'il aura connaissance que la livraison des Biens et/ou des Services est retardée ou peut l'être pour quelque raison que ce soit.

7.7. Le Fournisseur livrera les Biens conformément aux Incoterms 2020 DDP (Delivery Duty Paid) au Lieu de livraison. Le Fournisseur sera responsable du déchargement des Biens au Lieu de livraison.

7.8. Le Fournisseur assurera entièrement tous les Biens pendant le transport jusqu'au Lieu de livraison. Le Fournisseur remettra un avis écrit d'expédition à l'Acheteur lorsque les Biens sont remis au transporteur pour le transport. Le Fournisseur fournira à l'Acheteur tous les documents d'expédition, y compris, sans s'y limiter, la facture commerciale, la liste de colisage, la lettre de transport aérien/le connaissement, le certificat de conformité émis par une société de bonne réputation avant l'expédition pour tous les Biens nécessitant un dédouanement à l'importation, et tous les autres documents nécessaires à la remise des Biens à l'Acheteur. Le numéro du Bon de commande doit figurer sur tous les documents d'expédition, étiquettes d'expédition, connaissements, lettres de transport aérien, factures, correspondances et tout autre document relatif au Bon de commande.

7.9. Sauf convention écrite expresse contraire, les livraisons partielles ne sont pas autorisées. Si l'exécution de livraisons partielles a été convenue, la livraison est également considérée, aux fins des présentes CGA, comme une livraison partielle.

7.10. La livraison des Biens est complète au moment où les Biens ont été reçus par ou pour le compte de l'Acheteur et que l'Acheteur a signé une confirmation de livraison (la « **Confirmation de livraison** »). La Confirmation de la livraison ou la signature de la Confirmation de livraison ne constitue pas une Réception définitive des Biens et/ou des Services ou n'empêche pas que les Biens livrés puissent être refusés ultérieurement par l'Acheteur conformément aux termes du paragraphe 9. Le Fournisseur ne peut tirer aucun droit de la signature par l'Acheteur de la Confirmation de livraison.

7.11. Le Fournisseur n'est pas autorisé à suspendre ou à retarder son obligation de livraison des Biens ou d'exécution des Services lorsque l'Acheteur n'exécute pas une ou plusieurs de ses obligations.

7.12. Le Fournisseur renonce à tout droit de rétention et de revendication dont il pourrait disposer.

Installation des Biens

7.13. Sauf indication contraire dans le Contrat, le Fournisseur installera les Biens dans les locaux désignés par l'Acheteur et soumettra les Biens aux tests d'inspection et d'acceptation prévus au paragraphe 9.

7.14. Le Fournisseur reconnaît et garantit qu'après avoir effectué toutes les recherches nécessaires auprès de l'Acheteur, les Biens peuvent être (i) installés et (ii) utilisés dans les locaux désignés par l'Acheteur conformément aux spécifications et exigences fournies par l'Acheteur.

8. TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ/RISQUE

8.1. Sauf accord écrit contraire :

- a) le titre de propriété des Biens sera transféré à l'Acheteur lors de la livraison physique de ces Biens au Lieu de livraison. Si l'Acheteur effectue des paiements anticipés au Fournisseur, le transfert de propriété a lieu dès le premier paiement.
- b) Le Fournisseur conserve le risque de perte et/ou de dommages jusqu'à la Réception définitive des Biens et/ou Services par l'Acheteur.

9. INSPECTION - RÉCEPTION - REJET

9.1. L'Acheteur peut, dans un délai raisonnable après la livraison, compter, tester et inspecter tous Biens et/ou Services livrés ou exécutés, ou faire compter, tester et inspecter les Biens et/ou Services par un tiers de son choix, et peut rejeter tous Biens et/ou Services qui, de l'avis exclusif de l'Acheteur, dépassent les quantités commandées, sont défectueux ou non conformes. L'Acheteur informera le Fournisseur de toute lacune dès que raisonnablement possible.

9.2. Avant et au plus tard le jour de la Réception définitive, le Fournisseur remettra à l'Acheteur (a) tous les manuels ou notices d'utilisation ou informations/documents similaires relatifs au fonctionnement, à l'entretien et à la manipulation des Produits qui n'ont pas déjà été fournis conformément au paragraphe 7.1(b), et (b) tous les plans de construction du travail effectués par le Fournisseur conformément au Contrat.

9.3. La Réception définitive ne sera pas tacite et ne sera donnée qu'au moment où l'Acheteur aura confirmé par écrit que les Biens et/ou Services et/ou Documents ont été pleinement et dûment exécutés et approuvés par l'Acheteur.

9.4. Tout ou partie des Biens refusés peuvent être retournés aux risques et aux frais du Fournisseur, y compris, sans limitation, tous les frais de stockage, de transport et de manutention.

9.5. Tout ou partie des Biens et/ou Services refusés peuvent être remplacés ou complétés (selon le cas) par l'Acheteur (ou un tiers au choix de l'Acheteur) aux frais du Fournisseur.

9.6. La réception des Biens et/ou Services, l'inspection ou la non-inspection des Biens et/ou Services, ou le paiement des Biens et/ou Services, ne constituera pas une acceptation des Biens et/ou Services et n'affectera pas le droit de l'Acheteur de : (a) rejeter ultérieurement les Biens et/ou Services défectueux ou non conformes ; (b) recouvrer des dommages et intérêts ; et/ou (c) exercer tout autre recours auquel l'Acheteur pourrait avoir droit.

9.7. Le Fournisseur ne peut tirer aucun droit des résultats des inspections ou des tests visés au paragraphe 9.1 ou de la non-réalisation des tests ou des inspections. Le Fournisseur n'est en outre pas déchargé de ses propres obligations de test, d'inspection et de contrôle de qualité.

9.8. L'acceptation des Biens et/ou des Services ne vaut pas renonciation aux droits ou recours conférés à l'Acheteur à la suite d'une violation du Contrat.

9.9. Si l'Acheteur rejette une partie des Biens et/ou Services, l'Acheteur a le droit, moyennant la remise d'une notification au Vendeur : (i) de résilier le Contrat en tout ou en partie ; (ii) d'accepter les Biens et/ou Services à un prix raisonnablement réduit ; ou (iii) de rejeter les Biens et/ou Services et d'exiger le remplacement des Biens et/ou Services rejetés. Si l'Acheteur exige le remplacement des Biens et/ou Services, le Fournisseur devra, à ses frais, remplacer rapidement les Biens et/ou Services non conformes ou défectueux et payer tous les frais y afférents, y compris, sans s'y limiter, les coûts d'enlèvement ou de séparation des Biens et/ou Services défectueux afin que les réparations ou les remplacements puissent être effectués, les frais de transport pour le retour des Biens et/ou Services non conformes ou défectueux et la livraison des Biens et/ou Services de remplacement.

- 9.10.** L'Acheteur ne sera lié par aucun délai fixé par le Fournisseur pour que l'Acheteur informe le Fournisseur que les Biens et/ou les Services ont été refusés ou après lequel l'Acheteur ne pourra plus faire de réclamation pour vice caché ou non-conformité.

10. RESPONSABILITÉ

- 10.1.** Le Fournisseur sera responsable de toutes les Pertes subies par l'Acheteur (ou ses successeurs ou ayants droit), découlant du Contrat ou s'y rapportant, que ce soit à titre contractuel, délictuel, de fausse déclaration, de restitution, en vertu de la loi ou autrement, y compris, sans s'y limiter, découlant d'une violation ou d'un défaut d'exécution ou d'un retard d'exécution des obligations du Fournisseur (que cette obligation soit exécutée par le Fournisseur ou par le Personnel du Fournisseur) en vertu du Contrat. Aux fins des présentes CGA, « **Pertes** » désigne l'ensemble des demandes, réclamations, actions, procédures, dommages, paiements, amendes, pénalités, pertes directes, indirectes, accessoires ou consécutives (y compris les réclamations de tiers et/ou la perte (ou la perte anticipée) d'image, d'activité, d'opportunité commerciale et/ou de bénéfices), dommages punitifs ou exemplaires ou dépenses, prévisibles ou non, coûts (y compris les frais juridiques), dépenses (y compris les impôts), débours ou autres responsabilités quelle qu'en soit la cause.
- 10.2.** Sous réserve du paragraphe 10.3 :
- L'Acheteur n'assumera aucune responsabilité (y compris en cas de négligence) en vertu du présent Contrat ou en lien avec celui-ci, sauf dans la mesure où cette responsabilité découle d'une fraude, d'une négligence ou d'une déclaration frauduleuse, d'une faute intentionnelle ou d'une violation substantielle du Contrat de la part de l'Acheteur ; et
 - La responsabilité de l'Acheteur (y compris en cas de négligence) envers le Fournisseur (et envers le Personnel du Fournisseur et/ou ses successeurs et/ou ayants droit) en vertu du présent Contrat ou en lien avec celui-ci (i) est exclue pour toute perte de revenus, perte de bénéfices et toute perte ou dommage indirect, accessoire et/ou consécutif de quelque nature que ce soit et (ii) ne dépassera en aucun cas le prix total des Biens et/ou Services devant être fournis à l'Acheteur en vertu du Contrat.
- 10.3.** Aucune disposition du présent Contrat n'aura pour effet d'exclure ou de limiter toute responsabilité d'une partie :
- qui ne peut être exclue ou restreinte en cas de décès ou de dommage corporel résultant d'une négligence ;
 - pour fraude ou déclaration frauduleuse (par la partie ou en son nom) ; et
 - pour toute question pour laquelle il n'est pas permis par la loi d'exclure ou de limiter, ou de tenter d'exclure ou de limiter, sa responsabilité.

11. INDEMNISATION

- 11.1.** Le Fournisseur indemnisera, défendra et dégagera de toute responsabilité l'Acheteur, ses sociétés affiliées et leurs administrateurs, dirigeants, employés, agents et représentants contre toutes les Pertes que l'Acheteur subit ou subira du fait de la réponse, de la défense ou du règlement de toute réclamation ou procédure faite, introduite ou menacée par toute personne, dans chaque cas découlant de ou en relation avec (a) tout Bien et/ou Services non conformes ou défectueux ; (b) toute fuite ou déversement, dû à la faute du Fournisseur, de tout matériel, substance ou produit chimique pendant le transport ou la livraison à l'Acheteur ou dans les locaux de l'Acheteur ; (c) tout manquement ou non-respect du Fournisseur de ses obligations en vertu du Contrat, ou de tout acte ou manquement du Fournisseur et/ou de tout Personnel du Fournisseur ; (d) l'utilisation non autorisée par le Fournisseur de tout matériel appartenant à l'Acheteur ; (e) toute instruction incorrecte ou erronée de toute personne employée par le Fournisseur concernant les Biens et/ou Services ; (f) les actes ou omissions négligents, ou la faute intentionnelle du Fournisseur ou du Personnel du Fournisseur ou de toute autre personne mandatée par le Fournisseur pour fournir les Biens ou exécuter les Services ; et/ou (g) tout décès ou toute blessure, toute perte ou tout dommage.
- 11.2.** Le Fournisseur accepte d'indemniser et de dégager de toute responsabilité l'Acheteur et ses représentants, employés, sous-traitants et agents contre toute réclamation d'un tiers découlant d'une violation des droits énoncés dans les paragraphes 13.1 à 13.3, notamment, les réclamations pour violation alléguée de brevet ou de droit d'auteur et les réclamations découlant d'une similitude de conception, de marque de commerce ou d'apparence des Biens et/ou des Services et/ou des Documents. Cette obligation d'indemniser et de dégager l'Acheteur de toute responsabilité s'étend à toutes les dépenses, à toutes les pertes directes et indirectes (y compris le manque

à gagner), à toutes les redevances et à tous les dommages et intérêts (y compris, mais sans s'y limiter, les frais de litige, les honoraires d'avocat et les paiements de règlement) résultant de telles poursuites ou procédures, imminentes ou intentées. Sur réception d'un avis de l'Acheteur, le Fournisseur assumera rapidement l'entière responsabilité de défendre et de résoudre toute poursuite ou procédure intentée ou imminente contre l'Acheteur et ses sociétés affiliées.

11.3. Ces indemnisations s'ajoutent aux obligations de garantie du Fournisseur énoncées au paragraphe 3 des présentes CGA.

12. ASSURANCES

12.1. Le Fournisseur s'engage à souscrire et à maintenir, sans frais supplémentaires pour l'Acheteur, toutes les polices d'assurance qui sont (i) requises par les Lois applicables et (ii) adéquates et/ou nécessaires pour couvrir toute responsabilité du Fournisseur pouvant découler du Contrat ou en relation avec celui-ci, et s'engage à respecter toutes les exigences légales qui lui sont applicables en ce qui concerne la souscription et le maintien de l'assurance.

12.2. Les polices d'assurance visées au paragraphe 12.1 couvrent au minimum : (a) la responsabilité des employeurs (à savoir la responsabilité du Fournisseur à l'égard du Personnel du Fournisseur et de toute autre partie avec laquelle le Fournisseur s'engage aux fins de l'exécution du Contrat) ; (b) la responsabilité civile des entreprises pour les dommages matériels et corporels causés à des tiers ; (c) l'assurance tous risques des biens ; (d) l'assurance de la responsabilité civile professionnelle et, le cas échéant ; (e) l'assurance de la responsabilité du fait des produits et (e) l'assurance contre le rappel de produits.

12.3. Toute assurance sera souscrite sur une base tous risques et contractée auprès d'une compagnie d'assurance financièrement saine et de réputation internationale et restera pleinement en vigueur pendant toute la durée du Contrat, à l'exception de l'assurance responsabilité civile professionnelle qui restera valable jusqu'à l'expiration de la période de garantie (telle qu'elle peut être prolongée).

12.4. Les polices seront assorties d'une limite minimale de (a) 5 000 000,00 USD et (b) pour les bâtiments et autres actifs, la valeur de remplacement du bâtiment ou de l'actif si elle est supérieure à 5 000 000,00 USD.

12.5. Le Fournisseur présentera à l'Acheteur, à sa demande, tous les certificats d'assurance attestant de la couverture souscrite conformément au présent paragraphe 12. Cette couverture ne pourra être annulée ou modifiée de manière importante sans que l'Acheteur en soit informé par écrit trente (30) jours à l'avance. Le Fournisseur s'engage à obtenir de ses assureurs une renonciation à tous les droits de subrogation contre l'Acheteur endossés sur toutes ces polices d'assurance. Le Fournisseur s'engage à obtenir de ses assureurs une déclaration selon laquelle l'assurance s'applique en tant qu'assurance primaire sans aucun droit de contribution de la part d'une assurance pouvant être souscrite par l'Acheteur.

12.6. Dans la mesure où l'assurance du Fournisseur ne protège pas ses sous-traitants et fournisseurs, le Fournisseur s'engage, sans frais supplémentaires pour l'Acheteur, à souscrire et à maintenir l'assurance requise ou à faire en sorte que ses sous-traitants et fournisseurs disposent d'une assurance appropriée.

13. DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

13.1. Le Fournisseur garantit qu'il possède ou a le droit d'utiliser tous les droits de propriété intellectuelle, y compris les logiciels ou systèmes informatiques, nécessaires à l'exécution de ses obligations en vertu du Contrat, sans conflit avec les droits des tiers.

13.2. Le Fournisseur accorde à l'Acheteur et à toutes ses sociétés affiliées un droit non exclusif, perpétuel, irrévocable, global, pouvant faire l'objet d'une sous-licence et cessible d'utiliser tous les droits de propriété intellectuelle relatifs aux Biens et/ou Services à toute fin telle que, sans s'y limiter, le développement, l'exploitation, la maintenance, la réparation, la modification et le déclassement des Biens et des composants connexes fournis.

13.3. En ce qui concerne les Biens et/ou Services produits spécifiquement pour l'Acheteur ou selon les spécifications de l'Acheteur, tous les droits, titres et intérêts sur toutes les inventions (y compris, sans s'y limiter, les découvertes, idées ou améliorations, brevetables ou non) qui sont conçus ou réalisés dans le cadre des Biens et/ou Services fournis en vertu du Contrat appartiendront à l'Acheteur.

13.4. Si le Fournisseur développe des Biens spécifiquement pour l'Acheteur en vertu du Contrat, le Fournisseur devra :
a) céder et cède par les présentes à l'Acheteur tous les droits, titres et intérêts y afférents, y compris, sans s'y limiter, le droit de copier, modifier, adapter et distribuer ces œuvres ou droits d'auteur, cette cession devant avoir lieu immédiatement et automatiquement dès la création de ces Biens ; et

- b) dans la mesure où cela est nécessaire, apportera toute son assistance à la création ou au transfert de ces droits à l'Acheteur et obtiendra la renonciation irrévocable à tous les droits moraux (et à tout droit largement équivalent pouvant exister dans tout territoire du monde) sur les Biens.
- 13.5.** Le Fournisseur utilisera tous les dessins, spécifications et autres documents susceptibles d'être protégés par le droit d'auteur et tous les moules, matrices, outils, tenues, recettes, secrets commerciaux, brevets, marques de commerce ou autres documents similaires fournis par ou pour le compte de l'Acheteur uniquement dans la mesure nécessaire pour remplir ses obligations envers l'Acheteur dans le cadre du Contrat et à aucune autre fin. Le Fournisseur (a) ne disposera pas ou n'obtiendra pas de droits, de biens ou d'intérêts sur ceux-ci, (b) maintiendra et conservera tous ces éléments en bon état jusqu'à leur restitution à l'Acheteur et (c) à l'issue (ou à l'annulation ou la résiliation anticipée) du Contrat, détruira ou restituera rapidement ces éléments, à la demande de l'Acheteur.
- 13.6.** Aucune disposition du Contrat n'affectera les droits de propriété intellectuelle préexistants de l'Acheteur et du Fournisseur.
- 13.7.** Toutes les obligations énoncées dans le présent paragraphe 13 survivront à la résiliation du Contrat.

14. CONFIDENTIALITÉ

- 14.1.** Le Fournisseur et l'Acheteur reconnaissent qu'ils peuvent avoir accès aux Informations confidentielles de l'autre pendant la durée du Contrat. « **Informations confidentielles** » désigne toute information divulguée par ou pour le compte de l'Acheteur au Fournisseur ou par le Fournisseur à l'Acheteur, à l'oral ou par écrit, qui se rapporte, sans s'y limiter, (a) à l'activité et aux affaires, actifs, passifs, situation financière et projections, budgets, prévisions et plans stratégiques de l'une ou l'autre des parties, (b) aux plans, spécifications et autres données préparés par l'Acheteur ou le Fournisseur spécifiquement dans le cadre du Contrat, qui ne sont pas (i) divulguées dans des documents publics ou qui ne relèvent pas autrement du domaine public ; (ii) légalement obtenues d'un tiers sans aucune obligation de confidentialité ; (iii) légalement connues de la partie destinataire avant leur divulgation par l'autre partie ; ou (iv) développées de manière indépendante par la partie destinataire.
- 14.2.** Le Fournisseur et l'Acheteur traiteront toutes les Informations confidentielles avec le même degré de précaution qu'ils accordent à leurs propres informations confidentielles, qui ne sera en aucun cas inférieur à un degré de précaution raisonnable.
- 14.3.** Si la partie divulgatrice en fait la demande, la partie destinataire détruira ou restituera sans délai toutes les Informations confidentielles.
- 14.4.** Les Informations confidentielles de l'Acheteur et du Fournisseur doivent être utilisées uniquement dans le cadre de l'exécution du Contrat et aucune autre utilisation n'est autorisée.
- 14.5.** Le Fournisseur imposera au Personnel du Fournisseur les mêmes obligations que celles énoncées dans le présent paragraphe 14.
- 14.6.** Toutes les obligations énoncées dans le présent paragraphe 14 survivront à la résiliation du Contrat.

15. CONFIDENTIALITÉ DES DONNÉES

- 15.1.** Le Fournisseur et l'Acheteur reconnaissent que dans le cadre du Contrat, ils peuvent chacun divulguer des données à caractère personnel à l'autre.
- 15.2.** Le Fournisseur et l'Acheteur garantissent qu'ils respecteront, et feront en sorte que leur personnel et tous les sous-traitants (le cas échéant) respectent, les obligations pertinentes qui leur sont imposées par toute la Législation applicable en matière de protection des données. Aux fins des présentes CGA, « **Législation en matière de protection des données** » désigne l'ensemble de la législation applicable en matière de protection des données et de la vie privée si et tel qu'applicable à l'exécution par une partie en vertu du Contrat, y compris, sans s'y limiter : (i) le Règlement général sur la protection des données (UE) 2016/679 (« RGPD ») et toute loi, règlement(s) national(aux) d'application et législation secondaire ; (ii) la Directive européenne sur la protection des données et les communications électroniques (Directive 2002/58/CE), chacune telle que modifiée à tout moment ; et (iii) le RGPD britannique (au sens qui lui est donné à l'article 3(10) (tel que complété par l'article 205(4)) de la Loi britannique sur la protection des données de 2018.
- 15.3.** Chaque partie aidera l'autre partie à se conformer à toutes les exigences applicables de la Législation en matière de protection des données.
- 15.4.** Si l'Acheteur collecte et traite les données à caractère personnel du personnel du Fournisseur à ses propres fins en tant que responsable du traitement (tel que défini dans le RGPD), par exemple dans le cadre de son processus

d'intégration en matière de santé, de sécurité et d'environnement, il le fera conformément à la Politique de confidentialité de LDC disponible à l'adresse <https://www.ldc.com/privacy-policy/>, et conformément à la Législation applicable en matière de protection des données. Le Fournisseur veillera à ce que ces données à caractère personnel soient partagées avec l'Acheteur conformément à la Législation applicable en matière de protection des données.

15.5. Dans la mesure où le Fournisseur ou l'Acheteur est tenu par l'autre partie de traiter des données à caractère personnel en tant que sous-traitant (tel que défini dans le RGPD) dans le cadre du Contrat, le Fournisseur et l'Acheteur concluront un contrat de traitement des données distinct et dédié à cette fin.

16. FORCE MAJEURE

16.1. Aucune des Parties ne sera responsable des retards, défaillances ou omissions dus à une cause échappant à son contrôle raisonnable, quelle qu'elle soit, ne résultant pas de sa propre négligence et ne pouvant être surmontée par l'exercice d'une diligence et d'efforts raisonnables. Cette cause inclura, sans s'y limiter, les émeutes, incendies, tremblements de terre, inondations, tempêtes, foudre, épidémies, guerre, troubles, hostilités, expropriation ou confiscation de biens, ingérence d'autorités civiles ou militaires ou catastrophes naturelles (un « **Événement de force majeure** »). Par force majeure du Fournisseur, on n'entendra en aucun cas les éléments suivants : pénurie de personnel, grèves, inexécution par un tiers engagé par le Fournisseur, impossibilité d'obtenir ou de livrer des matériaux, des pièces ou des composants du Bien, problèmes de liquidité et/ou de solvabilité du Fournisseur

16.2. En cas d'Événement de force majeure :

- (a) Les obligations en vertu du présent Contrat sont suspendues pendant la durée de l'Événement de force majeure sans qu'aucune des parties ne soit tenue à réparation à l'égard de l'autre partie, à condition que la partie affectée fasse tout ce qui est raisonnablement possible pour minimiser l'effet de cet Événement de force majeure ; et
- (b) La partie affectée doit, au plus tard trois (3) jours ouvrables à compter de la date de survenance de l'Événement de force majeure, notifier par écrit à l'autre partie les circonstances constituant l'Événement de force majeure et l'impossibilité dans laquelle elle se trouve d'exécuter ses obligations.

16.3. Si l'exécution par le Fournisseur est excusée ou retardée pendant plus de trente (30) jours en raison d'un Événement de force majeure, l'Acheteur aura le droit de résilier le Contrat avec effet immédiat et sans intervention d'un tribunal, par notification écrite. Si l'Acheteur résilie le Contrat, la seule responsabilité de l'Acheteur sera de payer tout solde dû pour les Biens et/ou Services conformes livrés par le Fournisseur avant la réception de l'avis de résiliation de l'Acheteur.

17. ANNULATION - RÉSILIATION

17.1. Sauf dans la mesure interdite par la Loi de l'Acheteur, l'Acheteur a le droit, à sa seule discrétion, de :

- (a) annuler un Bon de commande, en tout ou en partie, pour quelque raison que ce soit ou pour des raisons de commodité avant l'expédition des Biens ou l'exécution des Services en adressant un préavis écrit de trente (30) jours au Fournisseur ; et/ou
- (b) résilier le Contrat même après expédition, avec effet immédiat et sans intervention du tribunal moyennant la remise d'une notification écrite, sans devoir d'indemnité au Fournisseur, en cas de : (i) inexécution par le Fournisseur d'une ou plusieurs de ses obligations en vertu du Contrat ; (ii) accord du Fournisseur pour un rééchelonnement extrajudiciaire des dettes ; (iii) demande ou déclaration de faillite ou de liquidation de la part du Fournisseur ; (iv) mise sous tutelle ou redressement judiciaire de la part du Fournisseur ; (v) saisie d'une partie importante du patrimoine commercial du Fournisseur ; (vi) vente ou cessation de l'activité du Fournisseur ; (vii) changement de propriété ou de contrôle du Fournisseur ; et (viii) annulation de toute licence du Fournisseur nécessaire à l'exécution du Contrat.

17.2. Toute réclamation que l'Acheteur pourrait avoir ou pourrait être amené à avoir contre le Fournisseur sera payable immédiatement et intégralement en cas de résiliation en vertu du présent paragraphe 17.

17.3. Sauf instruction contraire de l'Acheteur, dès réception d'un avis de résiliation, le Fournisseur cessera immédiatement de fournir les Biens et/ou Services et demandera à ses fournisseurs et à ses sous-traitants de cesser immédiatement tout travail en vertu des présentes.

17.4. Si l'Acheteur résilie le Contrat, pour quelque cause que ce soit, le seul et unique recours du Fournisseur est le paiement (i) des Biens reçus et acceptés par l'Acheteur et/ou des Services exécutés et acceptés par l'Acheteur

jusqu'à la date de résiliation, et (ii) des dépenses directes et justifiables engagées par le Fournisseur dans le cadre de l'exécution du Contrat jusqu'à la date de résiliation.

18. ENTREPRENEUR INDÉPENDANT

- 18.1. Le Fournisseur, le Personnel du Fournisseur et tous les sous-traitants seront considérés comme des entrepreneurs indépendants à toutes fins et à tout moment et aucune disposition ne sera réputée créer une relation d'employeur/employé, de partenariat, de joint-venture, de franchise ou de mandant/mandataire entre l'Acheteur, le Fournisseur et le Personnel du Fournisseur.
- 18.2. L'Acheteur n'assume aucune responsabilité ou obligation envers le Personnel du Fournisseur ou envers les sous-traitants ou autres parties auxquelles le Fournisseur fait appel pour exécuter le Contrat, qui resteront à tout moment des employés, agents ou sous-traitants du Fournisseur.
- 18.3. Aucune des parties n'aura le pouvoir de lier l'autre ou d'engager la responsabilité de l'autre.
- 18.4. Toutes les dettes, tous les engagements et toutes les obligations de quelque nature que ce soit imposé(e)s au Fournisseur ou supporté(e)s par celui-ci dans le cadre de l'exécution du Contrat seront les dettes, les engagements et les obligations du Fournisseur.

19. CESSION – SOUS-TRAITANCE

- 19.1. Le Fournisseur ne peut céder ou sous-traiter l'un quelconque de ses droits et obligations en vertu du Contrat sans le consentement écrit préalable de l'Acheteur.
- 19.2. Toute tentative de cession sans un tel consentement sera nulle et non avenue.
- 19.3. Le consentement de l'Acheteur à la sous-traitance ne dégagera pas le Fournisseur de toute responsabilité ou obligation en vertu du Contrat et le Fournisseur sera responsable des actes et omissions de toute personne à laquelle il sous-traite l'une quelconque de ses obligations en vertu du Contrat.
- 19.4. L'Acheteur peut céder, sous-louer ou donner en gage tout ou partie de ses droits, responsabilités et obligations en vertu du Contrat à l'une de ses sociétés affiliées ou à un tiers aux mêmes conditions que celles convenues entre l'Acheteur et le Fournisseur, sans le consentement du Fournisseur.

20. RESPECT DES LOIS

- 20.1. Le Fournisseur se conformera à toutes les lois, règles et réglementations applicables à son activité et à ses opérations.
- 20.2. Lors de la fourniture des Biens et/ou de l'exécution des Services, le Fournisseur se conformera à tout moment à toutes les lois, réglementations, mesures restrictives, ordonnances promulguées par les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Union européenne et ses États membres, la Suisse, les Nations Unies et/ou toute juridiction compétente et relatives à la lutte contre la corruption, la lutte contre le blanchiment de capitaux, aux sanctions économiques/commerciales et financières, et aux embargos internationaux (les « **Lois sur les sanctions** »). Le Fournisseur veillera à ce que toute personne associée au Fournisseur qui exécute des services dans le cadre du Contrat le fasse uniquement sur la base d'un contrat écrit qui impose à cette personne et garantit à celle-ci des conditions équivalentes à celles imposées au Fournisseur dans le présent paragraphe 20. Le Fournisseur sera responsable du respect et de l'exécution par ces personnes de ces conditions et sera directement responsable envers le Client de toute violation par ces personnes.
- 20.3. Tout manquement du Fournisseur (ou des personnes qui lui sont associées) aux dispositions du présent paragraphe 20 autorisera l'Acheteur à résilier immédiatement le Contrat sans engager sa responsabilité.

21. CODE DE CONDUITE DES FOURNISSEURS

- 21.1. La conclusion de contrats de fourniture avec l'Acheteur est subordonnée à la lecture et à la prise en considération par le Fournisseur du Code de conduite des fournisseurs de LDC (https://www ldc.com/wp-content/uploads/Dec2024-LDC-Supplier-Code-of-Conduct-2023_French_FINAL.pdf) (le « **Code** »). Le Fournisseur reconnaît par la présente les principes et les exigences du Code et accepte de se conformer au Code, ainsi qu'à tout amendement ultérieur de celui-ci, lors de l'exécution de ses obligations dans le cadre de toute relation d'affaires avec l'Acheteur ou toute société affiliée du Groupe Louis Dreyfus Company.
- 21.2. L'Acheteur se réserve le droit de vérifier le respect du Code par le Fournisseur, soit directement, soit par l'intermédiaire de tiers, et le Fournisseur s'engage par les présentes à coopérer pleinement dans l'éventualité d'une telle procédure de vérification. Le défaut par le Fournisseur à démontrer son respect avec le Code à la satisfaction de l'Acheteur peut

entraîner la suspension ou la résiliation de tous autres contrats et relations d'affaires entre les parties ou leurs sociétés affiliées respectives. Les principes énoncés dans le présent Code peuvent être périodiquement révisés et mis à jour afin de refléter les modifications apportées aux normes, lois, réglementations et aux exigences de LDC en matière d'approvisionnement responsable.

22. AUDIT

22.1. L'Acheteur aura le droit, moyennant la remise d'une notification préalable au Fournisseur, d'auditer et d'inspecter les registres et installations du Fournisseur et des agents, représentants et sous-traitants du Fournisseur utilisés dans le cadre de l'exécution du Contrat ou relatifs aux Biens et/ou Services fournis dans la mesure raisonnablement jugée nécessaire par l'Acheteur pour déterminer la conformité du Fournisseur au Contrat ou aux Politiques de l'Acheteur. L'audit ou les inspections de l'Acheteur, ou la non-réalisation de cet audit ou de cette inspection, n'exonérera pas le Fournisseur de toute responsabilité pouvant découler du Contrat.

23. ABSENCE DE RENONCIATION

23.1. Tout manquement ou retard de l'Acheteur à exercer tout droit ou recours au titre du Contrat ne sera pas considéré comme une renonciation à l'exercice ultérieur de ce droit ou recours. Toute renonciation à un droit ou recours devra être faite par écrit et signée par l'Acheteur.

24. RECOURS

24.1. Les droits et recours énoncés dans les présentes sont cumulatifs et s'ajoutent à tous les autres droits et recours disponibles en vertu de la Loi de l'Acheteur.

25. INDÉPENDANCE DES CLAUSES

25.1. Si une disposition des présentes CGA est jugée illégale, invalide ou inapplicable, en tout ou en partie, par un tribunal, cette décision n'affectera pas la validité, la légalité ou l'applicabilité des autres dispositions, ou d'une partie de celles-ci, des présentes CGA, qui resteront toutes pleinement en vigueur.

26. NOTIFICATIONS

26.1. L'ensemble des notifications, requêtes, consentements, réclamations, demandes, renoncations et autres communications en vertu des présentes (chacune étant une « **Notification** ») seront faites par écrit et adressées au Fournisseur ou à l'Acheteur, selon le cas, à l'adresse indiquée sur le Bon de commande ou à toute autre adresse pouvant être désignée par écrit par l'une ou l'autre des parties. Toutes les Notifications seront remises en mains propres, par service de messagerie express reconnu au niveau national (avec tous les frais prépayés), par télécopie (avec confirmation de la transmission) ou par courrier certifié ou recommandé (dans chaque cas, avec accusé de réception, pré-affranchi).

27. DROIT APPLICABLE – RÈGLEMENT DES LITIGES

27.1. Le Contrat et tous les droits et obligations non contractuels sont régis et interprétés conformément à la Loi de l'Acheteur. Les règles ou dispositions relatives au choix de la loi ou au conflit de lois seront dépourvues de tout effet. Les dispositions de la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (CVIM, Vienne, 11 avril 1980) ne sont pas applicables.

27.2. En cas de litige, de controverse ou de réclamation découlant du présent Contrat ou en relation avec celui-ci, ou en cas de violation, de résiliation ou de nullité des présentes (un « Litige »), l'une des Parties avisera l'autre partie du Litige concerné (la « Notification de litige ») et les Parties tenteront en premier lieu de régler ce litige par consultations amiables. Le litige sera soumis à l'arbitrage et résolu définitivement par celui-ci conformément aux règles de la Cour d'arbitrage international de Londres (« LCIA »), lesquelles règles sont réputées être intégrées par renvoi dans le présent paragraphe. Le nombre d'arbitres est fixé à un (1). Le siège de l'arbitrage sera Londres, Royaume-Uni. La langue de l'arbitrage est l'anglais.

28. DROITS DES TIERS

- 28.1.** Les sociétés affiliées de l'Acheteur, ainsi que les administrateurs, dirigeants, employés, agents et représentants respectifs de l'Acheteur et de ses sociétés affiliées seront autorisés à faire appliquer les paragraphes 11.1 et 11.2 sous réserve de la Loi de l'Acheteur et des conditions du Contrat et conformément à celles-ci.
- 28.2.** Les parties peuvent modifier ou annuler le Contrat sans le consentement des sociétés affiliées de l'Acheteur et de leurs administrateurs, dirigeants, employés, agents et représentants respectifs.
- 28.3.** Sauf dans les cas prévus au paragraphe 28.1, aucune personne ou entité qui n'est pas partie au Contrat n'aura le droit de faire appliquer une quelconque condition du Contrat. L'Acheteur et le Fournisseur conviennent expressément que les dispositions du Contrat ne sont pas destinées à conférer des droits, avantages ou recours à toute personne ou entité autre qu'eux. Toute tentative par un tiers de faire appliquer une condition ou une disposition du Contrat sera nulle et non avenue.

29. PUBLICITÉ

- 29.1.** Le Fournisseur ne doit pas divulguer, faire la publicité ou la promotion de sa relation avec le Groupe Louis Dreyfus Company (que ce soit en divulguant l'existence du Contrat ou de toute autre manière) à un tiers, ni utiliser, reproduire ou faire référence au nom commercial, à la marque ou au logo « Louis Dreyfus Company » de quelque manière que ce soit, y compris dans toute brochure, présentation écrite ou orale, site Internet ou tout autre support accessible au public, sans le consentement écrit préalable de l'Acheteur.